

Unité départementale de l'Oise  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille, le *voir date de signature du rapport*

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EJ Picardie**

Z.I de Marivaux  
BP 50409  
60149 ST CREPIN IBOUVILLERS

Références : VI- Quotas 2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2022 dans l'établissement EJ Picardie implanté Z.I de Marivaux BP 50409 60149 ST CREPIN IBOUVILLERS. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EJ Picardie
- Z.I de Marivaux BP 50409 60149 ST CREPIN IBOUVILLERS
- Code AIOT dans GUN : 0005101524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La fonderie de fonte EJ PICARDIE est soumise au système d'échange de quotas d'émissions de l'union européenne pour son site de Saint Crepin Ibouvillers dans l'Oise.

A ce titre, elle doit déclarer annuellement ses émissions de CO2 et restituer un nombre de quotas à hauteur de ses émissions; le site bénéficie parallèlement d'allocations de quotas gratuits qui sont attribués pour 2 sous-installations : production de fonte et combustible selon les dispositions définies par le règlement européen dit "FAR".

Les émissions sont calculées sur la base d'un bilan massique du carbone.

Les allocations de quotas gratuits sont basées sur les benchmarks "fonderie de fonte" et "combustibles non CL".

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Recueils et archivage des éléments chiffrés (données de production, facteurs d'émissions...) en vue des déclarations annuelles des émissions et des données d'activité

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les constats ont permis de vérifier le respect des procédures internes de collecte des données nécessaires aux déclarations (émissions et niveaux d'activité) en lien avec le plan de surveillance et le plan méthodologique de surveillance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4	/	Sans objet
Plan méthodologique de surveillance	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11	/	Sans objet
Données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 6.2	/	Sans objet
détermination des facteurs de calcul par analyse	Règlement européen du 19/12/2018, article 30.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en oeuvre les dispositions nécessaires à une collecte des données fiable et exhaustive ainsi que l'exige la réglementation en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Plan de surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, PDS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. Le plan de surveillance est notifié à l'autorité compétente au sens de l'article R. 229-5-1 du code de l'environnement pour approbation, et une copie sous format électronique est transmise au service d'inspection.
<b>Constats :</b> Le PDS du site a été déposé sur la plateforme "démarches simplifiées" le 30 septembre 2021 - le fichier est référencé "Plan surveillance EJ Picardie rev 1 septembre 2021"; ce fichier est conforme au format exigé (modèle du 6 avril 2020). Ce document est satisfaisant sur la forme et sur le fond.
<b>Observations :</b> Le PDS référencé "Plan surveillance EJ Picardie rev 1 septembre 2021" a été approuvé par la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Plan méthodologique de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, PMS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation à titre gratuit ou qui obtient cette allocation en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE surveille les niveaux d'activité sur la base d'un plan méthodologique de surveillance conforme au règlement délégué (UE) 2019/331 susvisé. Le plan méthodologique de surveillance est notifié à l'autorité compétente. Il est adressé par ailleurs au service d'inspection via le site Démarches simplifiées ( <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/phase-4-eu-ets-pms">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/phase-4-eu-ets-pms</a> ). Le plan méthodologique de surveillance doit être approuvé par l'autorité compétente. Dans le cadre d'une demande de quotas gratuits d'une installation en place mentionnée à l'article 4 du règlement délégué (UE) 2019/331, l'exploitant soumet son plan méthodologique de surveillance, servant à l'élaboration de la déclaration des données de référence, à l'autorité compétente pour approbation au plus tard 6 mois avant la date de soumission d'une demande d'allocation à titre gratuit.
<b>Constats :</b> Le PMS du site a été déposé sur la plateforme "démarches simplifiées" en date du 10 mai 2022, le plan porte la référence " PMS 03 05 2022 version 2 EJ Picardie". Ce plan méthodologique de surveillance est satisfaisant sur la forme et le fond. Le PMS a été approuvé par courrier du 5 juillet 2022.
<b>Observations :</b> Le PMS référencé "PMS 03 05 2022 version 2 EJ Picardie" a été approuvé par la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Données d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, PDS : données d'activité/facteurs de calcul
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants [...] recueillent, enregistrent, rassemblent, analysent et étayent les données de surveillance, et notamment les hypothèses, les références, les données d'activité et les facteurs de calcul, de manière transparente, de façon à permettre au vérificateur et à l'autorité compétente de reproduire la détermination des émissions.
<b>Constats :</b> Le recueil des données d'activité est décrit dans la procédure P08 "surveillance et contrôle des émissions de CO2". Lors de la visite du site, l'exploitant a produit les éléments prouvant le respect de la procédure P08 pour les flux "fonte bonne", "ferrailles" et "sable évacué". Les fichiers de suivi des productions ont été présentés lors de l'inspection. Les modes de collecte des données et leur archivage n'appellent pas d'observation. Les chiffres présentés correspondent pour ces 3 flux aux valeurs figurant dans l'aer 2022 (déclaration des émissions au titre de 2021).
<b>Observations :</b> La prescription est respectée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : détermination des facteurs de calcul par analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 30.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, FE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant détermine les facteurs de calcul soit sous la forme de valeurs par défaut, soit sur la base d'analyses, en fonction du niveau applicable.
<b>Constats :</b> Les documents relatifs au suivi des analyses de carbone dans la fonte produite (F2 : flux nommé "fonte bonne" par l'exploitant), dans les apports de ferrailles (F3) et dans le sable évacué (F6) ont été présentés par l'exploitant lors de l'inspection. Pour la fonte bonne (flux majeur) : l'exploitant réalise les analyses en interne, son laboratoire n'est pas certifié ISO 17025 mais l'usine dispose d'une certification ISO 9001, la compétence de ce laboratoire n'est pas remise en question, la donnée relative au carbone étant une donnée sensible de suivi de production. Pour l'année 2021, la teneur moyenne en carbone est de 3.663%. Ceci est conforme à l'article 34 du règlement MRR. Pour les ferrailles (flux de minimis) : cette matière première est achetée auprès d'une vingtaine de fournisseurs, l'exploitant utilise la teneur en carbone fixé par l'annexe de la norme NF EN 19694-2 (cf note du ministère du 06 09 2018). Pour le sable évacué (flux majeur) : exploitant réalise un échantillonnage selon la procédure interne MO QUA 25 du 30 août 2021, l'échantillonnage est réalisé une fois par mois et le colis envoyé tous les 2 mois (les échantillons prélevés en mai et juin 2022, conditionnés en bocaux de 600ml ont été présentés). Le laboratoire SGS qui réalise l'analyse du taux de carbone dans les sables est certifié ISO 17025 pour cette analyse. Ceci est conforme à l'article 34 du règlement MRR.
<b>Observations :</b> Les articles 30.1 et 34 du règlement MRR sont respectés pour les 3 flux examinés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet